



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

organes humains

Question écrite n° 114867

Texte de la question

M. Alain Vidalies souhaite attirer l'attention de M. le ministre de la santé et des solidarités sur la demande, formulée par l'association France Adot, de mise en place d'un fichier national des donneurs d'organes sur le modèle du registre national des refus. En la circonstance, il apparaît indispensable que les personnes favorables au don d'organes obtiennent l'assurance que leur volonté de faire don de tout ou partie de leurs organes soit respectée après leur décès. Dans la perspective d'un tel projet, ces militants associatifs demandent que ce droit puisse être étendu aux enfants : treize ans et plus comme leur est reconnu le droit de s'inscrire sur le registre national des refus sans l'autorisation de leurs parents ou tuteurs. France Adot, qui manifeste la volonté d'être reconnue à sa juste valeur par les pouvoirs publics, souhaite par ailleurs pouvoir être associée aux réflexions et discussions que pourraient engager les autorités compétentes sur cette problématique. En conséquence, il lui demande quelles dispositions il entend prendre afin de satisfaire les demandes légitimes exprimées par cette association dont la promotion pour le don d'organes et de tissus humains est unanimement reconnue.

Texte de la réponse

Concernant le don d'organes et de tissus après le décès, la France applique le principe du consentement présumé, introduit dans notre législation par la « loi Caillavet » du 22 décembre 1976 et réaffirmé depuis. Ce principe généreux de solidarité prévoit que toute personne est présumée donneur d'organes. Il est aussi reconnu pour son efficacité, car il permet, en théorie, de prélever les organes de tous ceux qui n'ont pas exprimé explicitement leur refus. Avant tout prélèvement, la loi impose en effet de rechercher l'absence d'opposition du défunt au don d'organes. L'équipe médicale doit consulter le registre national des refus, géré par l'Agence de biomédecine, puis, si le nom du défunt n'y figure pas, interroger ses proches. À ce jour, un enjeu essentiel reste donc d'apporter à chaque citoyen une information précise sur le principe du consentement présumé, sur les possibilités d'exprimer son refus dans le registre prévu à cet effet et sur l'importance de transmettre à ses proches sa volonté en tant que donneur potentiel. Le ministre de la santé et des solidarités a aussi prévu que chacun puisse, dès 2007, et s'il le souhaite, faire inscrire sur la carte vitale 2 qu'il a bien eu connaissance de la loi. Le fait que la carte vitale soit renseignée permet aux équipes médicales de faciliter l'engagement du dialogue avec la famille et les proches sur ce sujet. Par ailleurs, cette mesure offre une occasion supplémentaire à chaque personne de réfléchir sur cette question de santé publique, de prendre position et d'en parler en famille et à ses proches. Elle donne aussi aux familles un élément d'information précieux susceptible de les aider à mieux témoigner de la volonté de la personne décédée. C'est l'option vers laquelle le ministre a souhaité s'orienter. L'âge qui a été retenu par le législateur pour prendre librement position sur le don d'organes est 18 ans, l'âge de la majorité légale. C'est l'âge de la capacité juridique pour consentir et c'est cette limite qui est retenue pour tous les actes liés à la personne. Aussi quand un mineur décède, les deux personnes titulaires de l'autorité parentale doivent consentir par écrit au don en vue de greffe. Il n'est pas envisagé de changer la législation sur ce point. En revanche, la proposition de créer un fichier national sur lequel les personnes pourraient expressément mentionner leur position, pour ou contre le don de leurs organes, est difficilement conciliable avec le principe du consentement présumé. De plus, l'exemple des réglementations de

consentement exprès adoptées dans d'autres pays montre que peu de personnes font la démarche d'inscrire leur volonté sur le support écrit ou informatisé prévu à cet effet. Communiquer sur le don est essentiel. Ainsi, diverses actions de communication sur le don complètent le dispositif législatif et réglementaire : en 2006, outre la journée nationale sur la greffe du 22 juin, a été lancée en décembre la première campagne nationale d'information sur le don d'organes et la greffe destinée aux jeunes de 16 à 25 ans. Sensibiliser, informer, inciter à prendre une position et à la transmettre à ses proches, tels sont les objectifs de cette campagne. Par ailleurs, une campagne nationale plus générale sur le « don de soi » a été lancée par mon ministère afin d'éveiller une prise de conscience des besoins et de susciter la volonté de donner. Toutes les informations sont disponibles sur le site www.agence-biomedecine.fr.

Données clés

Auteur : [M. Alain Vidalies](#)

Circonscription : Landes (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 114867

Rubrique : Sang et organes humains

Ministère interrogé : santé et solidarités

Ministère attributaire : santé et solidarités

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 décembre 2006, page 13529

Réponse publiée le : 20 février 2007, page 1953